



## Arrêt

**n° 201 937 du 30 mars 2018**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IIIème CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 21 août 2017, par X, qui déclare être de nationalité bosniaque, tendant à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, prise le 1<sup>er</sup> août 2017.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 24 août 2017 avec la référence X

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 9 novembre 2017 convoquant les parties à l'audience du 1<sup>er</sup> décembre 2017.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante, qui comparaît en personne, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

La partie requérante est arrivée sur le territoire belge le 20 septembre 2000 et y a introduit, le 22 septembre 2000, une demande d'asile.

Selon ses déclarations, Mme [H.], également originaire de Bosnie-Herzégovine et présentée alors comme son épouse, l'a rejoint ensuite avec un enfant commun, [E.], née le 15 février 2001, et a également introduit une demande d'asile.

Toujours selon les déclarations de la partie requérante, l'enfant aînée du couple, [S.], née le 22 novembre 1994, les aurait rejoints le 21 août 2002.

Le 5 mars 2003, est né à Liège le troisième enfant du couple, [Em].

Les demandes d'asile susmentionnées ont été jointes et se sont clôturées négativement par un arrêt n° 144.701 rendu par le Conseil d'Etat le 20 mai 2005.

Le 23 février 2005, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3, ancien, de la loi du 15 décembre 1980, qui a été déclarée irrecevable le 18 juillet 2005. Un ordre de quitter le territoire a été adopté à son égard le même jour. Le recours introduit à l'encontre de ces deux actes a été rejeté par un arrêt du Conseil d'Etat du 23 septembre 2010.

Par un courrier daté du 14 mai 2008, Mme [H.] a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, qui a été déclarée recevable le 8 septembre 2008.

L'ensemble des membres de la famille se sont vu ensuite délivrer des attestations d'immatriculation.

Le 17 octobre 2008, la partie requérante a été condamnée, à titre principal, à une amende de 25 € avec sursis pendant deux ans par le tribunal de police d'Eupen pour coups et blessures volontaires envers un « *époux ou cohabitant* ».

Par un courrier du 22 janvier 2009, la partie requérante, à ce moment séparée de Mme [H.], a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le 26 juin 2009, l'ensemble de la famille a été autorisée au séjour temporaire d'un an, à dater de la délivrance des CIRE.

Mme [H.], toujours séparée de la partie requérante, a introduit pour elle-même et les trois enfants, une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 en 2009 également. La partie requérante a procédé de même de son côté.

Le 20 avril 2010, la partie requérante a été arrêtée, et sera écrouée le lendemain, du chef de vol simple et de participation à une association de malfaiteurs.

Le 22 juin 2010, la partie requérante a été libérée après versement d'une caution.

Le 2 septembre 2010, Mme [H.] et les trois enfants ont été autorisés au séjour illimité, tandis que la partie requérante était simplement « *maintenue sous attestation d'immatriculation* ».

Le 13 septembre 2010, la demande d'autorisation de séjour que Mme [H.] avait introduite le 14 mai 2008 sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, a été déclarée sans objet.

Le 27 juin 2011, la partie requérante a été condamnée par la Cour d'appel de Liège à une peine d'emprisonnement de quatre ans avec sursis pendant cinq ans pour ce qui excède la moitié de la peine, pour tentative de vol, vol à l'aide d'effraction, d'escalade ou fausses clefs, d'association de malfaiteurs. La Cour a également prononcé une confiscation.

Le 27 octobre 2011, la demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 par la partie requérante le 22 janvier 2009, a été rejetée. Cette décision, qui n'a pas été entreprise d'un recours, rejetait les arguments de la partie requérante tenant à sa vie privée et familiale en raison des faits répréhensibles pour lesquels elle a été condamnée, avec l'indication selon laquelle la partie requérante a mis elle-même en péril l'unité familiale.

La partie requérante s'est vu en conséquence délivrer un ordre de quitter le territoire, qui lui a été notifié le 10 novembre 2011.

Le 28 novembre 2011, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980.

Le même jour, la partie requérante a été écrouée à Lantin afin de purger sa peine.

Le 23 avril 2012, la demande d'autorisation de séjour introduite le 28 novembre 2011 par la partie requérante, sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, a été déclarée irrecevable.

Le 1<sup>er</sup> juin 2012, la partie requérante a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980, qui a, le 19 mars 2013, également été déclarée irrecevable. Un ordre de quitter le territoire a été pris à la même date à son encontre. Le recours introduit à l'encontre de la première décision a été rejeté par un arrêt n° 156 740 prononcé le 20 novembre 2015 par le Conseil de céans, dit ci-après « *le Conseil* ».

La partie requérante a été libérée le 10 mars 2013.

Le 27 mai 2013, l'Officier de l'état civil de Plombières a procédé à l'enregistrement de la déclaration de cohabitation effectuée le même jour par la partie requérante et Mme [H.].

Le 17 août 2015, Mme [H.], ainsi que les trois enfants, ont obtenu la nationalité belge.

Le 3 février 2017, la partie requérante a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, en tant que père de son enfant belge.

Le 1<sup>er</sup> août 2017, la partie défenderesse a pris à l'égard de la partie requérante une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, motivée comme suit :

*« □l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;*

*Le 03.02.2017, l'intéressé a introduit une demande de droit au séjour en qualité de père de [E.] (NN03030538563), de nationalité belge, sur base de l'article 40<sup>ter</sup> de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. A l'appui de sa demande, il a produit les documents suivants : un passeport, un extrait d'acte de naissance, la preuve du paiement de la redevance et une attestation d'immatriculation.*

*A l'analyse du dossier de la personne concernée, il ressort qu'elle s'est rendue coupable des faits suivants :*

- *Jugé le 17/10/2008 par le Tribunal de Police de Eupen à une amende avec sursis de 2 ans et emprisonnement subsidiaire de 3 jours pour coups et blessures volontaires envers époux ou cohabitant*
- *Jugé le 27/06/2011 par la Cour d'Appel de Liège à une peine d'emprisonnement de 4 ans avec sursis de 5 ans pour la moitié pour tentative de vol, vol à l'aide d'effraction, d'escalade ou fausses clefs et association de malfaiteurs dans le but de perpétrer des crimes emportant une peine autre que la réclusion à perpétuité ou la réclusion de 10 à 15 ans ou un terme supérieur.*

*L'intéressé a également été intercepté à Liège le 15/07/2005 pour différend dans un café.*

*De plus, l'intéressé n'a pas prouvé s'être amendé et l'analyse de son dossier administratif ne mentionne aucun élément allant dans ce sens.*

*En l'espèce, une décision de refus de séjour ne viole en rien l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En effet, l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale, ce qui s'effectue par une mise en balance des intérêts. Dès lors, considérant les différents faits délictueux, la peine d'emprisonnement, le caractère récidivant et grave des faits incriminés et ce sans aucune preuve qu'il se soit amendé, le comportement de l'intéressé est nuisible pour l'ordre public, l'application de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme n'est pas à prendre en considération, étant donné que la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'Etat prime.*

*En outre, si l'intéressé est en Belgique depuis le 20/09/2000, les éléments présents dans son dossier administratif : -ne permettent pas de démontrer qu'il a mis à profit cette durée pour s'intégrer socialement et culturellement en Belgique. En effet, les documents produits dans le cadre de ses demandes de régularisation basées sur l'article 9 datent de 2008 et 2009 et ne reflètent donc pas la situation actuelle de l'intéressé*

*-ne permettent pas de démontrer son intégration économique car, d'après la banque de données Dolsis mise à disposition de l'Administration, il n'a jamais été lié par un contrat de travail en Belgique et n'a jamais été inscrit à l'INASTI comme indépendant*

-ne font pas référence à un besoin spécifique de protection en raison de son âge (l'intéressé est majeur) et ses demande de régularisation sur base de l'article 9ter ont toutes été refusées pour irrecevabilité  
-ne font pas référence à l'absence de liens avec son pays d'origine  
-la présence d'enfants mineurs et de la mère de ces enfants sous le même toit n'ayant pas empêché l'intéressé de commettre des faits répréhensibles, il a donc lui-même mis en péril l'unité familiale par son comportement délictueux et il y a lieu de protéger les enfants de l'intéressé.

Considérant que la menace grave résultant pour l'ordre public du comportement personnel de l'intéressé est telle que ses intérêts familiaux et personnels ne peuvent en l'espèce prévaloir sur la sauvegarde de l'ordre public, l'établissement est donc refusé et ce, au regard de l'article 43 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

Il s'agit de l'acte attaqué.

## 2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique, libellé comme suit :

« **Eerste en enige middel:**

**Schending van artikel 8 EVRM; schending van de artikelen 2 en 3 van de Wet van 22 juli 1991 houdende de uitdrukkelijke motivering van bestuursakten; schending van de algemene beginselen van behoorlijk bestuur; meer in het bijzonder het redelijkheidspincipe; zorgvuldigheidsbeginsel.**

Verzoeker diende op 03.02.2017, in de hoedanigheid van vader (bloedverwant in opgaande lijn) van zijn minderjarig Belgisch kind zoals bedoeld in artikel 40ter van de Vreemdelingenwet:

*Art.40 ter, 2° de familieleden bedoeld in artikel 40bis, § 2, eerste lid, 4°, mits het de vader en moeder van een minderjarige Belg betreft die hun identiteit bewijzen door middel van een geldig identiteitsdocument en zij de Belg die het recht op gezinshereniging opent vergezellen of zich bij hem voegen.*

Dat verzoeker echter dd. 04.08.2017 een beslissing ontving, waarbij het verblijf van meer dan drie maanden werd geweigerd met bevel om het grondgebied te verlaten.

De verwerende partij weigerde in casu het verblijf van meer dan drie maanden aan verzoekende partij omdat hij in het verleden zich schuldig heeft gemaakt aan strafrechtelijke feiten, in 2008 en in 2011.

Artikel 8 van het EVRM luidt als volgt:

*"1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.*

*2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dat voor zover bij wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economische welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."*

Het begrip 'gezinsleven' in voormeld artikel 8, 1ste lid van het EVRM is een autonoom begrip dat onafhankelijk van het nationaal recht dient te worden geïnterpreteerd. Om zich dienstig te kunnen beroepen op artikel 8 van het EVRM dient verzoeker te vallen onder het toepassingsgebied van artikel 8, lid 1 van het EVRM. Er moet in casu nagegaan worden of er daadwerkelijk sprake is van een familie- of gezinsleven in de betekenis van artikel 8 EVRM (1). De vreemdeling dient in zijn aanvraag ten aanzien van het bestuur en ten laatste voor deze tot zijn beslissing komt, aannemelijk te maken dat hij een feitelijk gezin vormt met een Belg of een vreemdeling met legaal verblijf in België. Er moet sprake zijn van een effectief beleefde gezinssituatie of van een voldoende hechte relatie tussen de vreemdeling en zijn familie.

Verzoeker woont wettelijk samen met zijn Belgische partner en zijn 3 kinderen, die allen de Belgische nationaliteit hebben

Aangezien verzoeker aldus onder het toepassingsgebied van artikel 8 EVRM valt, dient artikel 8, tweede lid van het EVRM in ogenschouw genomen te worden. Wat de eerste voorwaarde van artikel 8, tweede lid van het EVRM betreft (legaliteitstoets), dien te worden opgemerkt dat de 'inmenging van het openbaar gezag' inderdaad bij wet is voorzien, met name in het artikel 12bis van de Vreemdelingenwet.

Wat de tweede voorwaarde betreft, de legitimiteitstoets, dient dan weer te worden vastgesteld dat deze inmenging in casu minsten één van de in artikel 8, tweede lid van het EVRM opgesomde doelen nastreeft, namelijk de vrijwaring van 's lands openbare orde. De handhaving van de verblijfsreglementering door de overheid is een middel ter vrijwaring van 's lands openbare orde. Volgens een vaststaand principe van internationaal recht komt het immers aan de staten toe om de openbare orde te verzekeren door, meer in het bijzonder, de toegang en het verblijf van niet-onderdanen te regelen. Tevens moet de inmenging noodzakelijk zijn in een democratische samenleving of anders geformuleerd moet er een proportioneel evenwicht bestaan tussen de inmenging en de ermee nagestreefde doelstelling (de noodzakelijkheids- of proportionaliteitstoets).

Om te bepalen of er inmenging op het recht op gezinsleven heeft plaatsgevonden, moet er gekeken worden of de vreemdeling voor de eerste keer om toelating heeft verzocht, of dat het gaat om de weigering van voortgezet verblijf. In geval een eerste toelating tot verblijf, zoals in casu, neemt het EVRM niet aan dat er een inmenging is, en dan moet het tweede lid van artikel 8 EVRM niet in overweging genomen worden (2). De Belgische Staat dient evenwel na te gaan of er op haar een positieve verplichting rust om het gezinsleven in België in stand te houden.

Inzake immigratie heeft het EHRM er in beide voormelde gevallen en bij diverse gelegenheden aan herinnerd dat het EVRM als dusdanig geen enkel recht voor een vreemdeling waarborgt om het grondgebied van een staat waarvan hij geen onderdaan is, binnen te komen of er te verblijven(3). Met toepassing van een vaststaand beginsel van internationaal recht is het de taak van de Staat om de openbare orde te waarborgen en in het bijzonder in de uitoefening van zijn recht om de binnenkomst en het verblijf van niet-onderdanen te controleren(4). De Staat is dus gemachtigd om de voorwaarden hiertoe vast te leggen.

Het artikel 8 van het EVRM laat uitdrukkelijk een inmenging van het openbaar gezag in het privé- of gezinsleven toe indien dit bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.

Aan de hand van de 'fair balance'-toets, zal blijken of er sprake is van een positieve verplichting. De 'fair balance'-toets is een afweging van belangen in redelijkheid, welke niet mag leiden tot onevenredige hardheid.

Deze 'fair balance'-toets houdt in dat er een evenwicht moet zijn tussen het belang van een individu en het belang van de gemeenschap. Per geval moeten de concrete omstandigheden worden nagekeken om te kunnen beoordelen of er al dan niet sprake is van een positieve verplichting voor de staat om het recht op gezinsleven te handhaven. Wanneer er wel een positieve verplichting voor de staat is en de staat is deze niet nagekomen, dan is er sprake van een schending van artikel 8 van het EVRM. De staat is dan haar verplichtingen, die voortvloeien uit artikel 8 EVRM niet nagekomen. Als er na de belangenafweging, de 'fair balance'-toets blijkt dat er geen positieve verplichting voor de staat is, dan is er geen sprake van een schending van artikel 8 van het EVRM.(5)

In het arrest "Rodrigues da Silva and Hoogkamer v. the Netherlands"<sup>6</sup> heeft het EHRM geoordeeld dat een lidstaat zich niet mag laten leiden door een excessief formalisme. Factoren welke meespelen in deze belangenafweging zijn de beantwoording van de vraag of het voor verzoekers (on)mogelijk is een familieleven te leiden in het land van oorsprong, het al dan niet absoluut karakter van de verwijdering, de situatie in het land van herkomst, de leeftijd, de afhankelijkheid van de familie,...

Gelet op het feit dat het hier gaat om een zeer hechte gezinscel, dient in deze te worden gewezen dat het algemene belang van verwerende partij niet kan prevaleren op de persoonlijke belangen die verzoeker kan laten gelden.

Zelfs wanneer men dus niet tot de conclusie zou komen dat er inderdaad een schending is van het artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, is het overduidelijk dat de Belgische Staat tekort schiet in haar zorgvuldigheidsplicht en de plicht tot formele motivering. De bestreden beslissing toont immers geen enkel spoor van een volledige, en nochtans door Europese regelgeving verplicht gemaakte belangenafweging.

Er werd geen billijke afweging maken tussen het algemeen belang enerzijds, en het belang van het individu anderzijds. Verwerende partij is van mening dat, rekening houdend met het feit dat de verzoekende partij zich schuldig heeft gemaakt aan ernstige feiten van openbare orde, de privébelangen die zij kan doen gelden hieraan ondergeschikt zijn omwille van de ernst van de gepleegde feiten.

Doch is de huidige inmenging in het gezinsleven niet verantwoord, de bestreden beslissing kan de proportionaliteitstoets niet doorstaat gelet op het jarenlang probleemloos verblijf (laatste veroordeling dateert van 2011), de integratie en de aanwezigheid van de gezinscel.

Bovendien neemt bij de beoordeling van de proportionaliteitstoets van artikel 8 van het EVRM het belang van het kind een prominente plaats in. Bij de beoordeling van de proportionaliteit dient eveneens de impact nagegaan te worden op het minderjarige kind die eveneens de boodschap krijgen dat zijn vader hier "niet gewenst" is.

Het belang van het kind vormt een essentiële overweging die moet worden meegenomen in de belangenafweging vereist onder artikel 8 van het EVRM. Hoewel het belang van het kind op zich niet beslissend is, moet aan dit belang een zeker gewicht worden toegekend. Dit betekent dat nationale overheden, in beginsel, aandacht moeten besteden aan elementen met betrekking tot de uitvoerbaarheid, haalbaarheid, proportionaliteit van een verblijfs- en/of verwijderingsmaatregel die wordt getroffen ten aanzien van een ouder en deze moeten beoordelen in het licht van het belang van de betrokken kinderen.(7)

De bestreden beslissing stelt dat, nadat gesteld wordt dat uit het administratief dossier blijkt dat de verzoekende partij zich schuldig heeft gemaakt aan ernstige feiten van openbare orde, zonder meer gesteld wordt dat de privébelangen die de verzoekende partij kan doen gelden ondergeschikt zijn aan de bescherming van de openbare orde omwille van de ernst van de gepleegde feiten, maar hierbij wordt niet ingegaan op de concrete en individuele omstandigheden van de verzoekende partij, laat staan die van zijn gezin.

Doch moet benadrukt worden dat bij de beoordeling van de proportionaliteit het belang van het kind een prominente plaats inneemt en dat de gehele situatie van verzoeker en zijn minderjarig kind zal gescheiden worden.

Verder dient erop gewezen te worden dat het in het kader van artikel 8 van het EVRM niet volstaat om louter te verwijzen naar het bestaan van "ernstige feiten van openbare orde", maar dat tevens moet worden nagegaan of de bescherming van de openbare orde in verhouding staat met de concrete individuele belangen van de verzoekende partij en zijn gezin.

Er dient dus een correcte en concrete billijke afweging te worden gemaakt tussen de individuele en concrete omstandigheden van de verzoekende partij en zijn gezin enerzijds, en het algemeen belang anderzijds (de zgn. proportionaliteitstoets). Wat betreft het algemeen belang van de Belgische staat wordt in de bestreden beslissing verwezen naar het feit dat uit het administratief dossier blijkt dat de verzoekende partij zich schuldig heeft gemaakt aan ernstige feiten van openbare orde. Ook wordt verwezen naar "de ernst van de gepleegde feiten". Uit het administratief dossier, blijkt dat de verzoekende partij zich in 2008 heeft schuldig gemaakt aan slagen en verwondingen en in 2011 aan poging tot diefstal. Toch kan men zich de vraag stellen of het na een periode van 9 resp. 6 jaar refereren naar deze feiten nog proportioneel kan genoemd worden.

Ook uit het administratief dossier blijkt niet dat in dit verband enige concrete afweging werd gemaakt, onder meer rekening houdend met de aard van de strafrechtelijke inbreuken, de tijdsduur die verstreken is sinds de inbreuk en het gedrag van de verzoekende partij sindsdien.

Er dient benadrukt te worden dat de misdrijven meer dan 9 jaar, resp. 6 jaar geleden hebben plaatsgevonden en dat de verzoekende partij zich nadien niet meer schuldig heeft gemaakt aan inbreuken op de openbare orde.

Dat de motivering geenszins aanvaard kan worden.

Er werd door de Belgische staat onzorgvuldig onderzoek geleverd naar de situatie van verzoeker.

De minister van Binnenlandse Zaken heeft de plicht zijn beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te stoen op correcte feitenvinding. Dat er geval per geval moet gekeken worden naar de concrete omstandigheden van de zaak.

De minister van Binnenlandse Zaken heeft de plicht zijn beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te stoen op correcte feitenvinding. Dat er geval per geval moet gekeken worden naar de concrete omstandigheden van de zaak.

'Bij de vaststelling en waardering van de feiten, waarop het besluit rust, moet de nodige zorgvuldigheid worden betracht (SUETENS, L.P. en BOES, M., administratief recht, Leuven, ACCO, 1990, 31)'.

De bestreden beslissing komt tekort aan de zorgvuldigheidsplicht.

Dit maakt dan ook onbehoorlijk gedrag uit van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Dat het middel bijgevolg ernstig is.

Verwerende partij kan aldus niet op grond van de door haar gegeven motieven tot de conclusie komen dat niet voldaan is aan de vereiste voorwaarden van artikel 40ter van de vreemdelingenwet om het verblijfsrecht in België te verkrijgen op basis van gezinshereniging.

1 EHRM, Gül t. Zwitserland, 19 februari 1996, 22 EHRR 228,9.

2 RvV nr. 107 647 van 30 juli 2013

3 EHRM 15 juli 2003, Mokrani/Frankrijk, § 23; EHRM 26 maart 1992, Beldjoudi/Frankrijk, § 74; EHRM 18 februari 1991, Moustaquim/België, § 43

4 EHRM 12 oktober 2006, Mubilanzila Mayeka en Kaniki Mitunga/België, § 81; EHRM 18 februari 1991, Moustaquim/België, § 43; EHRM 28 mei 1985, Abdulaziz, Cabales en Balkandali/Verenigd Koninkrijk, § 67

5 EHRM 17 oktober 1986, Rees t. the United Kingdom, nr. 9532/81

6 EHRM 31 januari 2006, nr. 50435/99

7 EHRM 3 oktober 2014, Jeunesse/Nederland, § 109; EHRM 24 juli 2014, Kaplan et al./Noorwegen; EHRM 17 april 2014, Paposhvili/België, § 144; EHRM 30 juli 2013, Polidario/Zwitserland; EHRM 30 juli 2013, Berisha/Zwitserland, § 51 met verwijzing naar EHRM (Grote Kamer) 6 juli 2010, Neulinger en Shuruk/Zwitserland, §§ 135-136; EHRM 8 juli 2013, M.P.E.V./Zwitserland; EHRM 28 juni 2011, Nuñez/Noorwegen, § 78 ».

### **3. Discussion.**

3.1. Sur le moyen unique, ainsi qu'il a été rappelé par le Conseil d'Etat, selon une jurisprudence à laquelle le Conseil se rallie, un moyen n'est pas recevable en tant qu'il est pris de la violation du devoir de minutie ou du devoir de soin, une décision en tout point légale ne pouvant être annulée au motif que son élaboration aurait été bâclée; le manque de soin dans la préparation d'une décision est seulement de nature à engendrer des illégalités, qui, elles, pourraient justifier l'annulation d'une décision (en ce sens, C.E., n° 238.282 du 22 mai 2017, et C.E., n° 232.975 du 20 novembre 2015).

Le moyen est dès lors irrecevable en ce qu'il est pris de la violation du devoir de minutie ou de soin.

3.2. Sur le reste du moyen unique, le Conseil observe que la partie requérante conteste la décision attaquée essentiellement sous l'angle de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme, estimant qu'aucune balance des intérêts n'a été effectuée en l'espèce, soulignant l'ancienneté des faits d'ordre public reprochés ainsi que la nécessité de prendre en compte l'intérêt des enfants, contestant à ce sujet plus précisément l'appréciation effectuée en l'espèce par la partie défenderesse concernant

l'enfant mineur de ne pas être éloigné de son père. Elle soutient en substance que la balance des intérêts en présence n'a pas été effectuée, que la décision est disproportionnée, et en déduit une violation de l'obligation de motivation formelle, ainsi que de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

3.3. Le Conseil observe en premier lieu que la décision n'est pas prise sur la base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, mais sur celle de l'article 43 de la même loi.

En d'autres termes, la décision n'est pas fondée sur le non-respect par la partie requérante des conditions émises par l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 au regroupement familial sollicité, mais pour des raisons d'ordre public, ce que permet l'article 43 de la loi du 15 décembre 1980, dont la violation n'est pas invoquée en l'espèce.

Le Conseil observe que le moyen manque en droit s'agissant de cet aspect.

3.4. S'agissant du droit au respect de la vie privée et familiale de la partie requérante, l'article 8 de la CEDH dispose ce qui suit :

*« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.*

*2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».*

Le Conseil rappelle que cette disposition, qui fixe le principe suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolue. Ainsi, l'alinéa 2 de cet article autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère. Le Conseil rappelle également que la jurisprudence de la Cour a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante.

En l'espèce, la décision attaquée est prise en application de la loi du 15 décembre 1980 dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir notamment les arrêts *Abdulaziz, Kabales et Balkandali* du 28 mai 1985, et *Cruz Varas et autres* du 20 mars 1991 ; C.E., arrêt n° 86.204 du 24 mars 2000), en sorte que la décision attaquée ne peut, en tant que telle, être considérée comme constituant une violation de l'article 8 de la CEDH.

Etant donné qu'il n'est pas contesté qu'il s'agit d'une première admission, il n'y a – à ce stade de la procédure – pas d'ingérence dans la vie familiale de la partie requérante. Dans ce cas, il convient d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie familiale. Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour l'Etat, de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie familiale ailleurs que sur son territoire, sont invoqués. Si de tels obstacles à mener une vie familiale ailleurs ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH.

En l'occurrence, aucun obstacle de ce genre n'étant invoqué par la partie requérante, la décision attaquée ne peut être considérée comme violant l'article 8 de la CEDH.

3.5. Le Conseil observe que l'acte attaqué indique les considérations de fait et de droit qui le fondent, en manière telle qu'il répond aux exigences de motivation formelle. Ensuite, il convient de rappeler que la partie défenderesse n'est nullement tenue, en vertu de son obligation de motivation formelle ou de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme, d'indiquer dans les motifs de sa décision la balance des intérêts effectuée (en ce sens, C.E., arrêt n° 239.974 du 28 novembre 2017).

3.6. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique ne peut être accueilli.

#### **4. Dépens.**

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

La requête en annulation est rejetée.

##### **Article 2**

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente mars deux mille dix-huit par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

M. GERGEAY